



## **DECLARATION PREALABLE du SGEN-CFDT Comité technique paritaire départemental Février 2010**

### **Picardie**

La rentrée 2010 se prépare dans un contexte social et professionnel morose, et avec une perte de confiance des acteurs de l'Ecole dans leur employeur.

La région Picardie paye un lourd tribut à la crise économique avec des fermetures d'entreprises et des licenciements qui affectent une région déjà socio-économiquement défavorisée. Pourtant le ministère continue à «réajuster» les moyens en prélevant des postes dans notre département dans l'enseignement public au titre du rééquilibrage. La politique de ce gouvernement n'est pas de compenser les inégalités pour améliorer le sort des élèves les plus en difficulté, mais de sélectionner les meilleurs pour leur permettre via des dispositifs divers, d'intégrer les filières d'élite: chacun doit se débrouiller pour sortir du rang s'il veut réussir, on laisse les autres sans moyens suffisants pour améliorer leurs résultats.

Le non-remplacement d'un fonctionnaire sur deux fait que le système éducatif est désormais jugé en fonction de son coût et non pas de sa capacité à favoriser la mixité sociale, à faire reculer l'exclusion, à lutter contre l'échec scolaire, à combattre les inégalités, à œuvrer à la réussite de tous les élèves. Ainsi, l'arrêt de la scolarisation des tout-petits, la baisse de moyens réservés à l'Education Prioritaire et la poursuite de la destruction des Rased, qui caractérisent les mesures que vous nous proposez, sont la conséquence directe de cette décision gouvernementale.

Cette pression gouvernementale, vous a conduit à élaborer des mesures conduisant à des moyennes d'élèves par classe que vous-même, en groupe de travail, avez reconnues comme élevées. De la même façon, vous êtes amené à nous proposer des fusions d'écoles ou de RPI en même temps que vous décidez d'une fermeture de classe dans ces structures, comme pour les écoles Schweitzer ou les RPI de Bacouël/Vers sur Selle et Plachy-Buyon/Prouzel. S'agit-il dans ce cas de l'intérêt des élèves où de simples mesures destinées à faire des économies de personnels ? Pour nos collègues, la réponse à cette question ne fait malheureusement aucun doute.

Le Sgen-CFDT n'est pas opposé par principe à toute restructuration. Nous souhaitons seulement qu'il y ait concertation: des élus, des parents d'élèves et bien sûr des enseignants qui ont bien souvent le sentiment d'être oubliés. Pour éviter l'association - restructuration avec fermeture de classe - nous demandons que les groupes scolaires concernés, et en premier lieu les RPI et les RAR, fassent l'objet d'une contractualisation qui voit leurs moyens pérennisés pendant 3 ans. La création d'un gros RPI ou d'un RPC se fait toujours avec, comme argument, la qualité du service public qui ne peut manquer d'être amélioré, aussi laissons leurs le temps de regagner les élèves que l'ancienne structure leurs aurait fait perdre.

De même, à propos de la direction d'école, si des fusions doivent intervenir, il nous semble indispensable de veiller à accompagner ces changements: un EVS sur chaque site d'école pour aider les directeurs nous semble une aide minimale.